Document généré le 25 avr. 2024 01:19

Études internationales

Al-Yassini, Ayman. *Religion and State in the Kingdom of Saudi Arabia*. Boulder (Col.), Westview Press, Coll. «Westview Special Studies on the Middle East », 1985, 183 p.

Jean-Paul Montminy

Volume 17, numéro 1, 1986

URI : https://id.erudit.org/iderudit/701989ar
DOI : https://doi.org/10.7202/701989ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)
1703-7891 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Montminy, J.-P. (1986). Compte rendu de [Al-Yassini, Ayman. *Religion and State in the Kingdom of Saudi Arabia*. Boulder (Col.), Westview Press, Coll. «Westview Special Studies on the Middle East », 1985, 183 p.] *Études internationales*, *17*(1), 211–213. https://doi.org/10.7202/701989ar

Tous droits réservés © Études internationales, 1986

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

bien avant avec des « mécanismes de participation » adéquats.

De façon générale, toute l'analyse repose sur de telles perspectives systémiques, et met l'accent sur l'action des élites. Même lorsque l'auteur ne peut nier l'action spontanée des masses, il en ramène la logique aux élites, puisque les ouvriers réagissaient aux décisions prises en haut lieu (p. 79)! Et, si les attitudes partisanes reflètent systématiquement les clivages socio-économiques, ce n'est pas parce que les électeurs votent en fonction de leurs intérêts; c'est simplement parce que les élites ont su les mobiliser en utilisant les clivages existants (p. 140).

Comme on peut le constater, l'auteur n'hésite pas à manipuler un peu la logique pour préserver ses théories. Un dernier exemple suffira. Intrigué par le débat sur la culture politique, inauguré par *The Civic Culture* de Almond et Verba, Opello a réalisé une enquête, pour répondre à la question-clé: la culture politique est-elle une cause ou une conséquence des structures politiques? Armé de questionnaires, l'auteur a parcouru les campagnes portugaises et interrogé 193 personnes. Les résultats sont impressionnants: après 1974, ni les structures politiques locales, ni la culture politique n'ont changé. Le débat est donc enfin résolu: « (...) it can be concluded then that culture and political structure are both independent and dependent variables; that is, structures causes culture and is cause by it. » (p. 192). En fait, évidemment, quand aucune variable ne varie, tout ce qui peut être conclu c'est qu'une conclusion est impossible. Le reste peut sembler plausible, mais n'a rien à voir avec de la recherche.

Bref, le livre de Walter Opello ne sera pas inutile puisqu'il fournit d'intéressants éléments empiriques sur le Portugal, pays assez peu étudié. Mais il ne ressuscitera sûrement pas le concept de développement politique. L'auteur aurait tout intérêt à se remettre à jour théoriquement, et à travailler un peu plus la logique de ses arguments.

Alain NOËL

Graduate School of International Studies
University of Denver, Colorado

MOYEN-ORIENT

AL-YASSINI, Ayman. *Religion and State in the Kingdom of Saudi Arabia*. Boulder (Col.), Westview Press, Coll. « Westview Special Studies on the Middle East », 1985, 183 p.

Il est toujours très instructif de lire un ouvrage explicitant et interprétant des composantes d'une culture autre que la sienne. Tel est bien le cas pour l'ouvrage de Ayman Al-Yassini, *Religion and State in the Kingdom of Saudi Arabia*. L'intérêt est d'autant plus grand que l'auteur, dans un langage simple et très didactique pour le non-spécialiste, nous permet de prendre contact avec deux des domaines les plus fondamentaux de toute culture: la religion, la politique. L'Occidental sait à peu près comment ont été aménagées, au cours des âges, les différentes relations entre État et Église. Al-Yassini nous donne ici un tableau de ce type de relations pour le monde arabe et la religion islamique.

L'Arabie Saoudite pourrait sans doute être perçue comme le pays par excellence, dit l'auteur, de la religion islamique (maintenant en concurrence avec l'Iran?). En effet, le pays abrite Médine et La Mecque – cette Rome des Musulmans. Plus, il a pour Constitution le Coran, et le « shari'ah » (code exhaustif des commandements et des recommandations d'Allah pour la régulation de toutes les activités humaines, p. 73) est la source fondamentale de sa législation. Enfin, son enracinement dans la tradition issue du leader Muhammad Abd al-Wahhab (c. 1750) le fait considérer par plusieurs experts comme fondamentaliste.

Depuis la « découverte » du pétrole dans son sous-sol (c. 1930), l'Arabie Saoudite a connu et connaît une modernisation de plus en plus accélérée: industrialisation, éducation, bureaucratie... malgré les efforts constants des élites politiques pour conserver et maintenir vivantes les valeurs traditionnelles à travers un développement matériel remarquable. L'étude de Al-Yassini veut précisément analyser les processus complexes d'une rencontre concrète et « quotidienne » entre la modernisation

d'une société et le sort fait aux valeurs ancestrales incarnées dans la religion comme guide premier, absolu, de tout le social.

L'auteur divise alors son travail en deux parties. La première, théorique, expose brièvement (30 pages) que dans « l'idéal » (la vision du monde, dirait le sociologue) il y a identification entre Religion et État; le but premier de ce dernier étant de sauvegarder et de promouvoir le « shari'ah ». Jusqu'à la mort du Prophète (632), la réalité rencontrait l'idéal. Les premiers problèmes survinrent quand arriva le moment de désigner le successeur de Mahomet. Il est évident que le prétendant à la succession se devait d'indiquer clairement comment il gouvernerait. L'attrait du pouvoir rendait possible alors un certain aménagement de la rigueur religieuse. Toutefois, le mouvement wahhabite (18ème siècle) choisit carrément l'option fondamentaliste de sorte que la régulation politique et sociale ne pouvait surgir que du religieux, ce qui n'empêcha pas l'harmonie des relations Église-État. (p. 32)

La seconde partie du livre montre l'évolution des relations Église-État dans le cas concret de l'Arabie Saoudite. En 1902, la prise de Riad par Ibn Saud a marqué le début d'une nouvelle configuration territoriale. Appliquant à la lettre la doctrine religieuse fondamentaliste des Wahhabites, Ibn Saud utilisa les ulémas (le « clergé ») pour légitimer ses interventions politiques. Même si ceux-ci furent en partie dépouillés de leur héritage traditionnel devant les besoins de la modernisation, ils ne purent qu'accepter une dépendance de plus en plus grande vis-à-vis le roi Saud. (p. 79)

Petit à petit, et tout en conservant l'autorité suprême selon la doctrine religieuse traditionnelle, le roi et sa famille orientèrent le pays vers une certaine sécularisation des institutions sociales et politiques. Toutefois, on remarque que le changement est toujours « rationalisé » et expliqué en termes religieux. (p. 105) Ainsi, l'objectif de Ibn Saud est de satisfaire à la fois la place et le rôle traditionnels de la religion dans les « affaires de l'État », et la necessité d'une sécularisation, conséquence des changements socio-économiques inévitables pour un pays qui se veut moderne. (p. 129)

D'où un début de réponse à la question fondamentale posée par Al-Yassini au départ de son travail: la différenciation entre État et Religion en Arabie Saoudite va-t-elle s'accroître ou en arrivera-t-on graduellement à un *modus vivendi*, une entente par laquelle l'État chercherait à réguler davantage le rythme trop rapide de la modernité cependant que les élites religieuses ouvriraient la porte à des éléments de changement dans leur propre vision du monde?

Le théoricien compléterait la réponse en soulignant que la recherche du *modus vivendi* entraînerait, à n'en pas douter, un équilibre très fragile. L'histoire et l'analyse sociologique des relations entre État et Église, en Occident, ont fort bien montré que l'entente était pratiquement toujours à ré-inventer. De par sa dynamique propre, l'État trouve de plus en plus lourd un quasi-contrôle par l'Église. Par contre, devant tenir compte des effets sociaux de la modernité: rationalité plus grande, accès aux biens de consommation, contacts plus nombreux et plus suivis avec d'autres cultures « perverses » (voir p. 130), l'Église ne peut se réfugier dans des combats d'arrière-garde sous peine de perdre – et assez rapidement – son influence. Bref, la sécularisation des mentalités et des institutions ne peut que s'attaquer aux monopoles jadis détenus par l'Église et ses élites... qu'elles aient été religieuses de par leur statut social ou venant d'autres horizons de la société.

À long terme donc on ne peut que rechercher le *modus vivendi*. Sur ce point, le court terme peut être trompeur: cas de l'Iran de Khomény où la religion l'emporte sur le politique. Ajoutons toutefois une dernière réflexion personnelle sur cet ouvrage intéressant de Al-Yassini. Si l'Église exige ou souhaite une influence trop directe et trop visible sur le politique, elle n'en sortira que perdante, dans le contexte mondial actuel de plus en plus sécularisé. Les Églises (les religions) ne seraient-elles pas alors « condamnées » à retrouver leur véritable signification et vocation:

celle d'un foyer inspirateur des idéaux de fraternité et d'amélioration des conditions de vie pour tous? On aura certes compris que cette orientation ne renvoie pas les religions dans le secteur du privé... bien au contraire.

Jean-Paul MONTMINY

Département de sociologie
Université Laval, Québec

RICHARDSON, John B. *The West Bank: A Portrait*. Washington (D.C.), The Middle East Institute, Coll. « Special Study 5 », 1984, 231 p.

Deux critiques fondamentales et liées concernant cet ouvrage: D'abord Richardson ne se démarque pas de la position actuelle de Washington. Ensuite il se contente modestement de « fournir au non spécialiste et à l'étudiant une vue générale de l'histoire de la Cisjordanie et de ses relations (internationales) pouvant servir de base à une étude plus détaillée ». D'où le caractère partisan et superficiel de l'étude.

L'ouvrage est divisé en 3 parties. Dans la première, intitulée « Cadre historique », l'auteur évoque d'abord rapidement la période précédant le mandat britannique. Il remonte à 1,200 av. J.-C., quand Philistins et Juifs arrivent en même temps sur les lieux. Il note que le royaume unifié d'Israël a duré moins d'un siècle et que le peuple palestinien, malgré une série de conquêtes, n'a jamais quitté sa terre. Ensuite, il rappelle les grandes dates qui mènent au mandat, puis les 4 étapes de « la vie politique sous le mandat », en fait de la manifestation du nationalisme palestinien, terminologie qu'il se garde évidemment d'utiliser. Richardson s'indigne qu'il y ait montée de « l'opposition palestinienne » malgré les progrès apportés dans l'économie et l'administration. Pour la période hachémite qui clôture la première partie, il valorise le rôle du roi Abdallah et expose les étapes de l'annexion sans jamais utiliser ce terme, lui préférant celui d'« union », de « fusion », ou même de « maintien de l'autorité ». Il justifie les négociations secrètes jordano-israélienne d'alors en affirmant que pour le souverain hachémite c'était un « moyen de calmer les tensions et de rationaliser les problèmes », alors que les Palestiniens étaient psychologiquement perturbés. L'auteur se permet de remarquer que les habitants de Cisjordanie « ont plus de droits et de libertés que leurs frères ailleurs dans le monde arabe », oubliant qu'ils sont privés d'un droit fondamental, celui d'avoir un État. Enfin, il considère que le roi Hussein a donné son appui « à l'objectif palestinien, à la restauration de la Palestine arabe, à la lutte contre le colonialisme et à la quête de l'unité arabe... », d'où la quasi-absence de volonté séparatiste chez les Cisjordaniens!

La deuxième partie de l'ouvrage est intitulée: « La vie sous l'occupation ». Après un bref rappel des positions d'Israël, de la Jordanie et des États-Unis concernant la convention de Genève de 1949 relative au statut des territoires occupés par la force, Richardson fait l'historique de la première décade 1967-1977 de l'occupation, qui va jusqu'à l'arrivée du Likoud au pouvoir. Il inverse facilement l'ordre des choses en affirmant par exemple que les décisions du sommet de Khartoum (septembre 1967) ont amené un durcissement israélien, alors que dès le 7 juin 1967, comme il le souligne, les autorités d'occupation s'arrogent tous les pouvoirs législatifs et administratifs. L'auteur n'a pas de difficultés à traiter de la question des colonies de peuplement que les États-Unis réprouvent. Il expose le plan Allon, les différentes méthodes d'appropriation des terres, la position des travaillistes proche de celle des annexionnistes et fait état de l'apparition des zélotes au milieu des années 70. Il parle de la résistance à l'occupation, qui se traduit par la création en janvier 1973 du Front National Palestinien, après les élections municipales organisées par les responsables israéliens pour donner une « apparence de normalité » et le plan Hussein de Royaume arabe uni. Richardson ne souffle mot sur le tollé que ce plan suscite alors chez les Palestiniens et dans le monde arabe. Après quoi, il considère que « la politique se complique ». Il y a en effet le sommet arabe de Rabat (1974) qui reconnaît l'OLP comme représentant unique des Palestiniens, le discours d'Arafat à l'ONU (1974), puis la désobéissance civile en Cisjordanie et les élections municipa-